



GRTgaz
BORA
6 rue Raoul Nordling
92277 Bois-Colombes Cedex

www.grtgaz.com

**Réponse à la Consultation publique de la CRE relative
aux conditions générales des contrats de raccordement
aux réseaux de transport de gaz de GRTgaz et TIGF**

Mars 2016

Question 1 : Êtes-vous favorables aux nouvelles versions des conditions générales des contrats de raccordement aux réseaux de transport proposées par les GRT ?

GRTgaz est favorable à l'application de ces nouvelles conditions générales à l'ensemble des clients, existants et futurs. Ceci constituerait une simplification notable pour l'ensemble des consommateurs et s'inscrit dans une logique de transparence. Cela valoriserait les travaux importants qui ont été menés en Concertation gaz sur le sujet. GRTgaz souhaite que la CRE se positionne sur les modalités d'application pour les clients existants.

A l'inverse, GRTgaz attire l'attention sur la complexité qui serait introduite si cette version ne s'appliquait pas automatiquement à l'ensemble des clients et sur la difficulté créée par la concomitance de nombreuses versions des CG selon les clients. Cette situation ne serait pas optimale.

Question 2 : Êtes-vous favorable à ce que les GRT portent les charges d'adaptation des postes aux dispositions réglementaires ?

GRTgaz est favorable à la proposition de la CRE. Ceci permettra de traiter, d'un point de vue commercial, plus facilement les programmes d'adaptation des postes de livraison liés aux évolutions réglementaires. GRTgaz pourra l'intégrer dans les nouvelles conditions générales mais ne pourra pas l'appliquer aux clients existants sauf si ces conditions générales s'appliquent à tous. Grâce à cette mesure, l'ensemble des clients se verrait appliquer automatiquement le même traitement de prise en charge des évolutions réglementaires.

GRTgaz insiste toutefois sur la nécessaire prise en compte de ces charges dans son budget autorisé par la CRE.

Question 3 : Êtes-vous favorable à ce que le déclenchement d'un PUG à la suite d'un incident imputable au GRT soit exclu des cas de force majeure déliant le GRT de ses obligations ?

Non, GRTgaz n'est pas favorable.

L'arrêté du 28 novembre 2013, portant adoption du plan d'urgence gaz (PUG), prévoit le processus de délestage des clients industriels comme mesure de dernier ressort en cas de crise d'approvisionnement en France.

Il est notamment précisé que « compte tenu du fonctionnement actuel du marché en France, l'établissement d'un ordre de priorité doit s'effectuer via un processus de concertation avec le marché. Il conviendra ensuite de le formaliser afin d'assurer la sécurité juridique des GRT et GRD ».

Afin de répondre aux exigences réglementaires, un questionnaire de délestage a été élaboré avec les représentants des clients industriels dans le cadre de la concertation gaz (3CTG) en 2014. Ce questionnaire a permis d'établir une liste de clients industriels susceptibles d'être délestés en cas de mise en œuvre du PUG.

La défaillance des fournisseurs n'apparaît pas dans la réglementation, comme un critère permettant d'établir un ordre de priorité des clients industriels à délester.

Concernant la responsabilité de GRTgaz et des fournisseurs en cas de mise en œuvre du PUG, il est précisé dans l'arrêté que « le processus de délestage (comparable dans ses effets à une opération de maintenance non programmée) nécessitera d'être défini dans un cadre réglementaire éventuellement à compléter compte tenu des futurs codes de réseau ». GRTgaz entend naturellement continuer à se conformer aux obligations qui lui incombent en tant que gestionnaire de réseau de transport.

Les obligations de service public de GRTgaz doivent être relativisées au regard des textes qui contribuent à leur étendue et à leur définition. GRTgaz est, sous certaines conditions, en premier lieu en charge de l'équilibrage journalier mais n'est pas en charge de la sécurité d'approvisionnement, et en tout état de cause, il n'y a pas d'obligation de résultat s'attachant à ses obligations de service public, lesquelles ne s'exercent pas de manière autonome, c'est-à-dire, sans intervention des pouvoirs publics, ou à titre exclusif (intervention des stockeurs, des terminaux méthaniers et surtout des fournisseurs ainsi que l'a rappelé la consultation publique de la DGE sur le PUG). Le PUG est déclenché sur décision du ministre chargé de l'énergie, GRTgaz ne saurait ainsi être responsable des conséquences pouvant en découler.

Rappelons également, par analogie, que dans une décision du 15 décembre 2008 concernant une affaire opposant la société Condat à la société RTE, le CoRDiS a considéré que RTE avait une obligation de moyens renforcée (et non de résultat).

Par ailleurs, il est vraisemblable que l'exclusion du PUG des causes exonératoires de responsabilité de GRTgaz en vertu de l'article Force Majeure des conditions générales de raccordement aurait, en termes d'assurance, un coût exorbitant pour GRTgaz.

Enfin, à notre connaissance, aucun PUG n'a jamais été déclenché en France jusqu'à présent, donc la responsabilité des GRT n'a jamais été engagée.

Question 4 : Avez-vous d'autres observations portant sur les contrats de raccordement proposés par les GRT ?

Non, pas d'autres observations.